

Envoyé en préfecture le 03/11/2025

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 030-200066918-20251103-2025\_0419-AI

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2025 /0419

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS D'ALÈS AGGLOMÉRATION

Pôle Éducation Enfance Jeunesse Coordination Petite Enfance

Tél: 04.66.56.43.92 Réf: IDP/SG/RMF/2025

<u>Objet</u> : Convention à titre onéreux relative à l'organisation d'un atelier d'arts plastiques pour le relais petite enfance secteur Alès le mercredi 19 novembre 2025

#### Le président d'Alès Agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (publiée au J.O. du 12 décembre, p 19703),

Vu le Code de la commande publique,

**Vu** la délibération C2024\_03\_17 du conseil de communauté du 27 juin 2024 portant délégation du conseil de communauté au président en application des dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales, modifiée par la délibération C2024\_05\_18 du conseil de communauté du 18 décembre 2024,

**Considérant** l'intérêt d'organiser un atelier d'arts plastiques pour les jeunes enfants, leurs familles et assistants maternels du relais petite enfance secteur Alès, dans le cadre de la journée nationale des assistants maternels,

**Considérant** que cette prestation est proposée pour un montant total TTC de 205 € (deux cent cinq euros toutes taxes comprises), matériel compris,

**Considérant** que dans ce contexte, la proposition de Mme Stella CERIONI, art-thérapeute, animatrice et artiste plasticienne constitue l'offre économiquement la plus avantageuse pour assurer cette prestation,

**Considérant** qu'au regard de la réponse favorable de Mme Stella CERIONI à la réalisation de l'organisation de cette prestation pour le relais petite enfance secteur Alès géré par la Communauté Alès Agglomération, il convient de déterminer les conditions particulières d'exécution de ladite prestation par voie de convention,

#### DÉCIDE

#### ARTICLE 1:

Mme Stella CERIONI, art-thérapeute, animatrice et artiste plasticienne domiciliée au château de Malérargues - 30140 Thoiras, est retenue au titre de la prestation relative à l'organisation d'un atelier d'arts plastiques pour les jeunes enfants, leurs familles et les assistants maternels du relais petite enfance secteur Alès, le mercredi 19 novembre 2025.

Envoyé en préfecture le 03/11/2025

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 030-200066918-20251103-2025\_0419-AI

Ladite prestation consiste en l'organisation d'un atelier d'arts plastiques de 3 heures. Les horaires sont fixés en collaboration avec la responsable du relais petite enfance secteur Alès, sous réserve de report ou d'annulation.

Le coût de la prestation relative à l'organisation d'un atelier d'arts plastiques le mercredi 19 novembre 2025 proposée par l'opérateur économique, Mme Stella CERIONI, s'élève à la somme TTC de 205 € (deux cent cinq euros toutes taxes comprises), matériel compris.

## ARTICLE 2:

Les conditions particulières d'exécution de ladite prestation pour le relais petite enfance secteur Alès seront précisées dans la convention.

Cette prestation fera l'objet d'une facturation globale présentée par et au nom de Mme Stella CERIONI - château de Malérargues - 30140 Thoiras, à l'issue de l'atelier.

### ARTICLE 3:

Monsieur le directeur général de la Communauté Alès Agglomération et Monsieur le receveur communautaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Alès, le

0 3 NOV. 2025

Le président

Christophe RIVENQ

La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr